

Discours d'Edouard BALLADUR
À l'occasion de la remise du Prix François Guizot pour son ouvrage
"Le pouvoir ne se partage pas"
Vendredi 22 octobre 2010
Val-Richer

Mesdames, Messieurs,

Vous m'avez fait un grand honneur. Le prix Guizot est une distinction prestigieuse, il évoque le souvenir d'un des grands hommes d'État de notre pays au XIXe siècle.

Je tiens à remercier Monsieur Nicolas Boissonnas, Président de la Société du Val-Richer, Madame Catherine Coste, Présidente de l'Association François Guizot-Val-Richer, Madame Anne d'Ornano, Présidente du Conseil général du Calvados et enfin Monsieur Jean-Claude Casanova, Président du jury qui m'a décerné le prix Guizot. Je leur suis reconnaissant de leur décision, de leur accueil et de leurs propos. Je vous dois un aveu : lorsque j'ai écrit mon livre, je n'ai pas imaginé un instant qu'il pût être consacré par vous.

La personnalité et l'œuvre de François Guizot sont souvent évoquées et souvent méconnues. Je n'aurai pas la prétention, après tant d'autres qui ont écrit sur lui, sur Louis-Philippe, sur le XIXe siècle, sur les causes et les conséquences des transformations politiques qui, à la suite de la Révolution française, ont si souvent bouleversé notre pays, d'expliquer pourquoi son action n'est pas toujours appréciée comme elle le devrait. Simplement, quelques réflexions.

Le hasard joue son rôle dans l'histoire. Apparemment rien n'avait préparé Guizot à son destin. Sa carrière fut rapide, d'une certaine manière imprévue. Il est passé de la littérature à l'enseignement de l'histoire, de l'histoire à l'administration, de l'administration à la politique, tout cela avant l'âge de trente ans alors qu'il était dépourvu d'expérience et, jeune provincial, des relations si utiles au succès. Il a joué un grand rôle dès le début de la Restauration. Rien ne s'explique de ce qui a suivi, du grand historien reconnu par tous, du grand politique qui impressionnait même si l'on était en désaccord avec lui, si l'on ne rappelle pas sa puissance intellectuelle, sa capacité de travail, son éloquence qui en faisait un orateur fascinant, doté d'une grande présence dramatique. C'est après l'avoir entendu un jour à la Chambre que Rachel déclara : "J'aimerais à jouer la tragédie avec cet homme-là".

Guizot est à la fois le symbole et l'explication des succès de la Monarchie de Juillet et de son échec final qui l'a hanté jusqu'à la fin de ses jours. Les succès furent impressionnants. Durant dix-huit ans, le régime représentatif a fonctionné dans notre pays somme toute harmonieusement en évoluant peu à peu, sans y atteindre encore pleinement, vers un régime parlementaire ; dès 1832 Guizot a fait voter une réforme sociale véritable, le développement de l'enseignement primaire et sa gratuité ; sa politique étrangère, en plein accord avec Louis-Philippe, a été inspirée de la recherche constante de la paix, de l'équilibre, de la pleine participation de la France, en liaison étroite avec la Grande-Bretagne, aux affaires de l'Europe. Enfin, la France a connu, bien avant le Second Empire, un progrès économique décisif. Guizot était convaincu que la prospérité de tous, mais une prospérité acquise par le travail et par l'épargne - l'a-t-il dit ou non, en tout cas il le pensait -, et non par une avidité sans frein, était la condition d'une évolution politique vers un régime libéral de type parlementaire ; il liait étroitement la prospérité économique et ses conséquences sociales à la forme du pouvoir.

Tous ses succès, sans parler de son œuvre historique et intellectuelle constamment présente dans ses préoccupations, et à laquelle il revenait chaque fois qu'il était éloigné du pouvoir, expliquent son prestige qui faisait dire à Metternich "Il y a bien longtemps qu'on n'a pas vu en France un tel ministre". Guizot entendait élaborer et mettre en œuvre la philosophie politique de la France moderne, liant le succès de son ministère à la prépondérance politique des classes moyennes. Il s'agissait de concilier l'ordre et la liberté, le progrès et le refus de la violence. Ainsi, Guizot est-il l'image la plus accomplie d'un intellectuel qui ne se borne pas à écrire sur la politique, mais qui la met en œuvre.

Alors, comment expliquer qu'un homme d'une dimension aussi exceptionnelle soit, à bien des égards, méconnu ?

La première raison, c'est l'échec final, la Révolution de 1848 qui a mis fin à la fois au règne de Louis-Philippe, à la tentative de régime représentatif institué par la Monarchie de Juillet et à la carrière politique de Guizot. Rien n'est pire que l'échec, il colore tout ce qui l'a précédé. Mais l'explication n'est pas suffisante. Pourquoi l'échec ?

À partir d'un certain moment, l'action de Guizot et même sa pensée, a donné l'image de la fixité, de l'indifférence à l'évolution des esprits. Ce qu'on retient c'est le refus du suffrage universel, la défense obstinée d'un suffrage censitaire, bien plus limité même que celui alors en

vigueur en Grande-Bretagne. Voilà le grand débat du XIXe siècle : la liberté doit-elle, peut-elle être le privilège d'une classe ? Que doit-on privilégier, la liberté restreinte à ceux dont on pense qu'ils peuvent l'exercer pleinement, ou une démocratie qui permette de faire appel au suffrage de tous ? Guizot voulait conclure la Révolution française sans retour en arrière, il prônait l'avènement des classes moyennes grâce à la monarchie libérale, mais ces classes moyennes étaient définies de façon restrictive. Pour lui, le libéralisme français était fils des idées de 1789, pas de 1793 ; la Monarchie de Juillet était l'aboutissement de l'élan de 1789, il n'envisageait pas que l'on pût aller plus loin. Il était de ceux pour qui la Révolution de 1830 et la modification de la Charte octroyée par Louis XVIII en 1814 constituait la concession ultime, tandis que pour d'autres ce n'était qu'une simple étape vers un régime politique bénéficiant d'une assise plus large. Guizot voulait instituer le juste milieu entre la prépondérance des anciennes classes dominantes et la généralisation du suffrage.

Comment un homme à l'esprit aussi exceptionnel a-t-il refusé de comprendre l'évolution qu'il avait lui-même suscitée grâce à la généralisation de la prospérité économique, comme s'il pensait que le mouvement de l'histoire pouvait s'arrêter ?

Les idées politiques, et de façon plus générale, les idées, ne naissent pas seulement du raisonnement, les sentiments y ont leur part. C'est ce qu'on appelle les convictions. Guizot, dont on faisait le symbole de ceux qu'on appelait les doctrinaires, n'était pas un esprit abstrait, c'était aussi un homme sensible, à bien des égards émotif, marqué par les souvenirs de son enfance. Comme Louis-Philippe, comme Molé, comme bien d'autres, il était le fils d'un père guillotiné en 1793, victime de la Terreur devenue pour lui le symbole des déviations d'une démocratie de masse alors qu'elle était davantage le fait d'un mouvement jacobin jouant, à Paris comme en France, le rôle d'une minorité agissante suscitant et exploitant les passions populaires. Voilà deux siècles que nous débattons pour savoir s'il faut se référer à 1789 ou à 1793 : c'est le véritable clivage de la vie politique française. De grands acteurs de notre histoire avaient au XIXe siècle des raisons personnelles de ressentir en eux-mêmes les conséquences d'un tel choix. Guizot était du nombre.

On dit aussi, pour expliquer son destin historique, qu'il était peu doué pour ce que nous appelons aujourd'hui la communication, comme s'il lui suffisait d'avoir raison. Les citations abondent. Écoutons-le : "Ce qu'il y a de plus nécessaire et de plus difficile dans la vie publique, c'est de savoir, à certains moments, se résigner à l'immobilité sans renoncer au succès et attendre

sans désespérer, quoique sans agir". Une autre fois : "Ne croyez pas que je méprise la popularité, je méprise l'impopularité."

On ne peut manquer d'être impressionné par sa hauteur morale, par l'indépendance de son esprit, par son indifférence au qu'en-dira-t-on. Orgueil ? Sans doute. Mais l'orgueil est fort utile quand il s'agit de résister à des entraînements passagers. Cependant l'aspiration à la généralisation du suffrage dans la France du XIXe siècle était un mouvement de fond ; elle a triomphé quelques mois après le départ du pouvoir de Louis-Philippe et de Guizot.

Le destin de Guizot exprime par anticipation les contraintes qui pèsent sur le pouvoir dans la vie moderne : pour exercer durablement l'autorité, il faut se faire comprendre, mieux même, se faire aimer, ou du moins respecter. Voilà qui explique bien des événements contemporains et qui pourrait nous fournir matière à quelques transpositions. Tenons-nous à cette seconde explication de l'incompréhension dont l'action, à bien des égards novatrice de Guizot, a pu faire l'objet.

Enfin, ne l'oublions pas, Guizot entendait construire les fondations d'une monarchie libérale et représentative. Or, en France, le libéralisme n'a pas bonne presse. Sa recherche de l'équilibre est appelée orléanisme par ceux qui n'y voient que de l'opportunisme. On ne parle jamais du libéralisme que pour le qualifier d'excessif, d'ultra, d'inhumain. Qu'il me suffise d'évoquer tous les excès verbaux auxquels a donné lieu depuis deux ans le développement d'une crise économique imputée à tort à un dévouement libéral, alors qu'elle a été suscitée, et entretenue, par l'inaction des Etats qui ont manqué à leurs devoirs, et recouru à des déficits financiers sans précédent, dont le poids pèse sur notre avenir ! Je voudrais saisir l'occasion de rappeler ma conception du libéralisme. Elle revêt deux caractéristiques. Tout d'abord il n'est pas sans frein, ni sans limite, ce n'est pas une anarchie, il obéit à un certain nombre de règles dont le respect exprime un comportement moral, c'est-à-dire qu'il est organisé, contrôlé, soumis à la surveillance d'un arbitre qui est le juge. Le libéralisme sans frein est le contraire du libéralisme. C'est ce que j'ai rappelé il y a déjà près de vingt ans, en mettant en garde contre le désordre du système monétaire international et en prédisant que, si une crise survenait c'est au libéralisme qu'on ne manquerait pas de l'imputer. C'est ce qui s'est en effet produit. En outre, le libéralisme ne doit pas être seulement organisé, il doit bénéficier à tous, permettre à tous de prendre leur juste part des fruits du progrès, afin de jouer pleinement leur rôle dans la société. C'est ce que j'ai appelé le libéralisme populaire.

Cette conception n'est guère admise dans notre pays où le libéralisme fait constamment l'objet de caricatures que les lacunes ou les excès de ses partisans ont facilités. Ce qui, dans l'héritage intellectuel et politique de Guizot, demeure le plus adapté à notre époque, c'est la volonté de bâtir une société fondée sur le lien entre la liberté politique et la liberté économique, s'interdisant les dérapages d'un laisser-faire généralisé, soucieuse de diffuser la prospérité.

Ce dont a souffert Guizot, c'est de son refus de sortir de lui-même, de parler de lui, d'exposer avec la complaisance chère à tant d'autres ses sentiments et ses réactions profondes. Jules Ferry, auquel on faisait le reproche d'avoir un abord épineux, répondait : "Je porte mes roses en dedans". Guizot aurait pu faire la même réponse, lui dont la correspondance témoigne d'une telle chaleur de sentiments, d'une sensibilité si vive, d'une délicatesse si profonde. Attaché aux siens il eut été heureux de savoir que ses descendants auraient à cœur de célébrer son souvenir, année après année, et de rendre hommage à sa mémoire. Ils ont bien raison, qu'ils me permettent de le leur dire : connaître mieux Guizot, c'est lui rendre justice.